

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se rendra au sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée.

vendredi 11 juillet 2008, par [Sylvie Chemineau](#)

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé, hier, sa présence au sommet qui sera organisé à Paris, à partir de dimanche, et qui donnera le coup d'envoi de l'Union pour la Méditerranée (UPM), un projet initié et porté par Nicolas Sarkozy, dès les résultats du second tour des élections présidentielles de 2007. La Turquie n'a donné sa réponse que quelques jours avant la tenue de l'événement, parce qu'elle souhaitait que Nicolas Sarkozy lui confirme que sa participation ne remettait pas en cause sa candidature à l'Union Européenne. En effet, connaissant la position hostile du président de la République française à sa candidature à l'UE, le gouvernement turc était très méfiant à l'égard d'un projet présenté initialement comme une alternative à l'adhésion turque. La Turquie est le dernier Etat concerné par l'UPM à avoir répondu à l'invitation du chef de l'Etat français, alors même que l'autre retardataire, Abdelaziz Bouteflika, le président algérien, vient de donner son accord. En fait, Nicolas Sarkozy a appelé personnellement par téléphone, Recep Tayyip Erdogan, pour l'inviter de manière officielle et solennelle, en s'employant à calmer ses craintes concernant une possible remise en cause de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Ali Babacan, le ministre turc des Affaires Etrangères a d'ailleurs annoncé avoir obtenu des « amendements » substantiels à la déclaration finale, qui doit être adoptée lors du sommet.

Le sommet de l'UPM se tiendra donc le 13 juillet, à Paris, et réunira les pays riverains de la Méditerranée ainsi que les pays membres de l'UE souhaitant participer au projet. Seul manquera à l'appel le colonel Mouammar Kadhafi, qui estime que l'UPM met en danger l'unité africaine et arabe. Le chef de l'Etat libyen est même allé plus loin dans sa critique de l'UPM, en déclarant, lors du mini sommet arabe, qui a lieu au mois de juin, à Tripoli : « Nous ne sommes ni des affamés ni des chiens pour qu'ils nous jettent des os ! ». Le « guide de la grande révolution » exprime certes une opinion radicale envers l'initiative française, mais celle-ci additionnée à la réponse tardive du chef d'Etat algérien ainsi qu'au manque d'enthousiasme manifesté par certains dirigeants, n'est pas sans rapport avec la déception qu'a générée le processus de Barcelone. Beaucoup hésitent à s'engager à nouveau dans une coopération qui serait en butte aux mêmes problèmes insolubles. Le programme européen « Euromed », mieux connu sous le nom de « Processus de Barcelone » a incarné, dans les années 90, l'espoir de rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée, ainsi que la volonté de combler les écarts existant entre le Nord et le Sud. José Borrell, ancien président espagnol du Parlement, n'avait-il pas pour habitude de parler de la Méditerranée, comme de « la frontière la plus inégale du monde ».

Contrairement à l'idée qui prévalait initialement, le projet d'Union Méditerranéenne est désormais appelé à relancer et à compléter le « Processus de Barcelone », qui a vu le jour en 1995. En effet, l'UPM a connu beaucoup de modifications en un an de discussions. Se voulant en rupture avec le programme « Euromed » et n'incluant que les pays riverains de la Mer Méditerranée tout d'abord, l'UPM s'est transformé, ensuite, sous la pression de l'Allemagne, en projet européen ouvert, outre aux pays riverains, à tous les membres de l'UE. Il a éloigné ainsi le risque d'être perçu comme une alternative à la candidature de la Turquie à l'UE et comme le vecteur du développement d'une zone d'influence française dans le Sud de l'Europe. Ce que craignait en particulier la chancelière allemande, Angela Merkel.

Dans ce nouveau contexte, Ankara pourrait avoir l'opportunité de réaffirmer son rôle d'acteur régional incontournable, car parallèlement, la politique étrangère turque a connu de profondes évolutions ces derniers temps. La Turquie ambitionne, en effet, de jouer un rôle d'arbitre majeur dans le conflit israélo-arabe en facilitant actuellement, comme l'on sait, des contacts directs entre la Syrie et Israël. Elle

entend par ailleurs profiter de son implication dans de multiples organisations importantes, au carrefour de plusieurs continents (OTAN, OSCE, Conseil de l'Europe, CEMN...). Mais tout cela ne l'empêche pas de confirmer sa volonté d'intégrer l'Union Européenne, en dépit des réticences affichées par la France. Reste à savoir si la Turquie peut tirer parti du projet d'UPM et comment elle va s'y positionner.

Sources

Article original publié sur le blog de l'OViPoT le jeudi 10 juillet 2008 sous le titre « [Recep Tayyip Erdogan accepte l'invitation française au sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée](#) »